



**PRÉFÈTE  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PAIC**

**Pôle Administratif des Installations  
Classées**

## **La préfète de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Annecy, le 13 mai 2026

**AP n°PAIC-2026-0038**

**portant DÉCISION**

**en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement après  
examen au cas par cas sur le projet de modification des installations de la  
société Laboratoires Galderma sur la commune d'Alby-sur-Chéran**

VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

VU l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU décret du 24 juillet 2025 nommant M. Carl ACCETTONE, administrateur de l'État du deuxième grade, en tant que secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-078 du 31 juillet 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012 068-0009 du 8 mars 2012 autorisant la société Laboratoires Galderma à exploiter un établissement spécialisé dans le développement et la fabrication de produits dermatologiques sur la commune d'Alby-sur-Chéran ;

VU l'arrêté préfectoral PAIC 2016-0020 du 21 mars 2016 modifiant le tableau des rubriques ICPE concernées par les activités du site ;

VU le courrier préfectoral du 4 mars 2022 accordant le bénéfice de l'antériorité pour l'exploitation d'entrepôts relevant de la rubrique 1510-2.b de la nomenclature, sous le régime de l'enregistrement ;

VU la demande d'examen au cas par cas déposée le 27 avril 2026 par la Société Laboratoires Galderma ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 7 mai 2026 ;

CONSIDERANT que la demande d'examen au cas par cas est réputée complète à la date du 27 avril 2026 ;

CONSIDERANT que la demande présentée relève de la rubrique 1 b) de la colonne de droite du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement (installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation) ;

CONSIDERANT

- que le projet consiste en la reconstruction pour agrandissement du local de stockage de peroxydes organiques (rubrique 4421), visant à remplacer les anciennes installations (St 010 et St 014) par un bâtiment unique de 200 m<sup>2</sup> à structure intégrale en béton armé classée REI 120 ;
- que le principal enjeu concerne la maîtrise des risques technologiques liés à l'augmentation de la capacité de stockage pour laquelle l'exploitant a prévu des mesures de sécurité active et passive renforcées, notamment le remplacement du système sprinklage par un dispositif d'extinction automatique Déluge DN50, une mise en conformité ATEX Zone 22 de l'ensemble des équipements, et une télésurveillance permanente via la GTB du site avec trois seuils d'alerte de température ;
- que les modélisations démontrent que les distances d'effets thermiques réglementaires (D1 et D2) restent confinées à l'intérieur des limites de propriété de l'établissement ;
- que le projet n'engendre aucune nouvelle artificialisation des sols et réduit l'impact climatique potentiel par le remplacement des groupes froids, induisant une baisse de la charge de fluide frigorigène de 12,55 kg à 8 kg ;
- que l'établissement est déjà encadré par des prescriptions préfectorales éprouvées (arrêtés du 14 mars 2012 et du 21 mars 2016) dont les dispositions relatives à la protection des milieux (eaux pluviales, déchets) restent adaptées à la modification projetée ;
- que la localisation du projet, au sein d'une zone industrielle fortement anthropisée, ne génère pas d'incidences notables supplémentaires sur les paysages ou la biodiversité, malgré la proximité de zones ZNIEFF ;

CONCLUANT qu'au regard des critères fixés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE, le projet ne présente pas d'incidences notables sur l'environnement et la santé humaine, et qu'une évaluation environnementale complète ne se justifie pas,

## DÉCIDE

### Article 1 :

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, la demande de modification des installations de la société Laboratoires Galderma à Alby-sur-Chéran **n'est pas soumise à évaluation environnementale** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble par écrit ou par le biais du portail « télérecours citoyens » accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

### Article 4 :

La préfète de la Haute-Savoie est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera :

- notifiée à la société Laboratoires Galderma à Alby-sur-Chéran ainsi qu'à monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- mise en ligne sur le site des services de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour la préfète,  
Le Secrétaire Général,



Carl ACCETTONE

### Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux ou RAPO	Recours contentieux
Monsieur le préfet de la Haute-Savoie Pôle Administratif des Installations Classées 3 Rue Paul Guiton 74000 ANNECY	Monsieur le président du Tribunal administratif Tribunal Administratif de Grenoble 2 place de Verdun PB 1135 38 022 Grenoble Cedex <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>